

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres

Périgny, le 01/02/2022

Référence : 7204243/FM/2022/ 63

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 janvier 2022

Contexte et constats

Publié sur



SARL DEMONT AUTO

139 rue du Plantis
lieu-dit Champagné
17380 TORXE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 janvier 2022 dans l'établissement SARL DEMONT AUTO implanté 139 rue du Plantis au lieu-dit Champagné à TORXE (17380). L'inspection a été annoncée le 14 janvier 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL DEMONT AUTO
- 139 rue du Plantis, lieu-dit Champagné, 17380 TORXE
- Code AIOT dans GUN : 0007204243
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : non concerné

La SARL Demont'Auto exerce des activités de démontage et de dépollution de véhicules hors d'usage. Elle dispose de l'agrément n°PR1700018D.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- aire d'entreposage, de dépollution et de pressage,
- propreté de l'établissement,
- dispositif de traitement des effluents,
- surveillance des effluents,
- rejet atmosphériques,

- traçabilité et registre des déchets,
- détection d'incendie,
- moyens de lutte contre un incendie,
- rétention des eaux d'extinction d'un incendie,
- audit du centre VHU,
- vérification des installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité par l'administration de l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer des suites administratives à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|---|--|---|-------------------|
| Aires d'entreposage | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41, 42 | / | |
| Aire de pressage | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41, 42 | / | |
| Propreté | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7 | / | |
| Dispositifs de traitement des effluents | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27 | / | |
| Fréquence de contrôle des rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 32 | / | |
| Registre des déchets dangereux | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2 | / | |
| Détection des fumées | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19 | / | |
| Réserve incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20 | / | |
| Rétention des eaux d'extinction d'un incendie | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25 | / | |
| Audit de l'agrément VHU | Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1 | / | |
| Installations électriques | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18 | / | |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|--|---|-------------------|
| Aire de dépollution | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41, 42 | / | |
| Rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36 | / | |
| Traçabilité des déchets | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44 | / | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La SARL dispose des moyens matériels et humains nécessaires aux opérations de dépollution ou démontage.

Les principaux constats de l'inspection sont : absence d'imperméabilisation des aires d'entreposage des VHU non dépollués, donc absence de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, absence de rétention des eaux d'extinction d'un incendie, réserve incendie inopérante. Les aires d'entreposage et l'aire de pressage sont fortement salies par des déchets de petite taille :

plastique, verre, métal.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Aire de dépollution

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41, 42 |
| Prescription contrôlée : L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement ...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. |
| Constats : Un des deux bâtiments industriels abrite l'atelier de dépollution constitué de deux ponts permettant de réaliser les opérations, dans un environnement aéré. Les fluides issus de la dépollution sont entreposés dans des fûts fermés, eux-mêmes contenus dans une rétention maçonnée à l'intérieur du bâtiment. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Aires d'entreposage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41, 42 |
| Prescription contrôlée : La zone d'entreposage (des VHU en attente de dépollution) est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. |
| Constats : L'exploitant dispose de deux zones d'entreposage des VHU non couvertes : <ul style="list-style-type: none">- la première, d'environ 500 m² à l'entrée de l'installation, accueille des VHU non dépollués (quelques dizaines) et quelques véhicules d'occasion à vendre ;- la seconde, à proximité des bâtiments industriels pour une surface supérieure à 6 000 m², accueille environ 500 VHU dépollués mais aussi environ 150 VHU non dépollués. L'exploitant entrepose également quelques VHU ou véhicules d'occasion sur le trottoir, à l'extérieur de son installation (une dizaine). Aucune de ces aires d'entreposage n'est imperméabilisée. Aucune distinction n'existe entre les aires utilisées pour les véhicules d'occasion, les VHU dépollués ou les VHU non dépollués. L'exploitant définit une aire d'entreposage des VHU non dépollués conforme à la réglementation : distante de 4m des autres zones de l'installation, imperméable, munie d'un dispositif de traitement des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées, munie de rétention (pour les eaux d'extinction d'un incendie). L'exploitant définit une aire d'entreposage des VHU dépollués. Seule cette aire d'entreposage peut ne pas être imperméabilisée. L'exploitant procède sans délai à l'enlèvement des véhicules présents sur le trottoir, hors de son installation. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Aire de pressage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41, 42 |
| Prescription contrôlée : L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage est distante des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués. Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention. |
| Constats : L'exploitant utilise une surface non couverte entre ses deux bâtiments industriels pour presser les VHU à l'aide d'un tractopelle en vue de les entreposer l'un sur l'autre. Cette aire n'est pas imperméabilisée. |
| L'exploitant procède à l'imperméabilisation de l'aire de pressage des VHU. Cette aire de pressage devra être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel précité : munie d'un dispositif de traitement des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées, munie de rétention (pour les eaux d'extinction d'un incendie). |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Propreté

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7 |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. |
| Constats : Les aires d'entreposage des VHU ou véhicules d'occasion ainsi que l'aire de pressage sont fortement salies par de nombreux déchets de petite taille de plastique, de verre et de métal. Ces aires ne sont pas imperméabilisées. |
| Les aires précitées font l'objet d'un nettoyage. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Dispositifs de traitement des effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27 |
| Prescription contrôlée : Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. |
| Constats : Les effluents issus de l'aire de lavage des pièces démontées, abritée, sont traitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet dans un puits d'infiltration. Le séparateur à hydrocarbures a été nettoyé en avril 2021. Un bordereau de suivi des déchets dangereux a été émis pour l'enlèvement des boues issues du séparateur. L'exploitant ne dispose pas de l'attestation de conformité à la norme. |
| L'exploitant transmet les caractéristiques techniques et attestation de conformité du séparateur à hydrocarbures à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Fréquence de contrôle des rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 32 |
| Prescription contrôlée : Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. |
| Constats : Un seul point de rejet des effluents aqueux est présent pour l'installation, vers le puits d'infiltration. L'exploitant n'a pas pu présenter de résultats récents des analyses d'effluents en sortie du séparateur à hydrocarbures. L'exploitant fait réaliser sans délai une mesure des concentrations des valeurs de rejet par un organisme agréé. Ces mesures permettent de contrôler tous les paramètres mentionnés à l'article 31 de l'arrêté ministériel susvisé. Il en transmet les résultats à l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise par la suite ces mesures au moins une fois par an pour chaque point de rejet. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36 |
| Prescription contrôlée : Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable. |
| Constats : La SARL dispose d'un appareil dédié à la collecte des fluides frigorigènes issus des systèmes de climatisation, ainsi que de deux bonbonnes de récupération. Les fluides frigorigènes sont repris par la société Gazechim Froid. Un des employés de la SARL est titulaire de l'attestation de capacité "fluides frigorigènes". |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Traçabilité des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué. |
| Constats : L'exploitant utilise le logiciel Opisto, lequel lui permet de répondre aux exigences de traçabilité mentionnées ci-dessus, hormis pour le suivi des déchets issus de l'opération de dépollution du VHU. Pour ces derniers, l'exploitant tient un registre avec bons d'enlèvements et BSD. Un compte TrackDéchets a récemment été créé par la SARL afin de se mettre en conformité avec le décret n°2021-321. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

Nom du point de contrôle : Registre des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes (cf. article 2 de l'arrêté ministériel).

Constats : L'exploitant tient un registre où sont consignés les bordereaux de suivi des déchets dangereux et bons d'enlèvements. L'exploitant a également créé un compte sur l'application TrackDéchets en vue de se mettre en conformité avec le décret n°2021-321 du 25 mars 2021.

Pour les pots catalytiques, les cases n°10 et 11 du bordereau de suivi ("à remplir par l'installation de destination") ne sont pas renseignées ou ne sont ni datées ni signées.

L'exploitant s'assure de mettre en œuvre la traçabilité des déchets dangereux, et d'obtenir des BSD correctement complétés par l'installation de destination.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Détection des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 19

Prescription contrôlée :

Chaque local technique est équipé d'un dispositif de détection des fumées. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : Seuls les bureaux sont équipés de détecteurs de fumée.

La SARL dispose de deux bâtiments industriels, séparés en plusieurs locaux.

L'exploitant met en œuvre un dispositif de détection des fumées dans chaque local technique, a minima dans le local de dépollution et d'entreposage des déchets dangereux (fluides et batteries collectées lors des opérations de dépollution). Ce point a déjà fait l'objet d'un écart lors de la précédente inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.

Constats : La SARL dispose de réserves incendie au droit de son bâtiment industriel ; elles ne sont pas opérationnelles en l'état faute de raccord normalisé. L'exploitant indique que l'avis du SDIS quant à la distance de cette réserve vis-à-vis de l'installation est défavorable. Ce point avait fait l'objet d'un écart lors de l'inspection précédente.

L'exploitant planifie d'installer deux bâches incendie de 220 m³ chacune, espacées de 25 m des entreposages de VHU et de tout bâtiment. Un porter à connaissance a été déposé en ce sens le 10 janvier 2022 à la préfecture de Charente-Maritime.

L'exploitant met en œuvre une ou des réserves d'eau incendie conformément à la réglementation.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rétention des eaux d'extinction d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;
- les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.

Constats : Seuls les sols des bâtiments sont imperméabilisés. La SARL ne dispose pas d'un volume de rétention suffisant en cas d'incendie dans l'un ou l'autre bâtiment. Par ailleurs, en vue de la demande de mise en conformité concernant l'entreposage des VHU non dépollués, une rétention incendie est également requise pour cette ou ces aire(s) d'entreposage.

L'exploitant met en œuvre la rétention des eaux d'extinction d'un incendie d'un volume conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Audit de l'agrément VHU

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité. |
| Constats : Le rapport d'audit de la société SGS établi après contrôle du 27/08/2021 fait état de non conformités au cahier des charges de l'agrément : retrait du verre lors des opérations de dépollution, marquage des pièces, autorisation préfectorale des exutoires etc. |
| L'exploitant prend en compte les non conformités du rapport d'audit de son agrément VHU et transmet la réponse à ces non conformités à l'inspection des installations classées. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

Nom du point de contrôle : Installation électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18 |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. |
| Constats : Les installations électriques ont été contrôlées le 5 janvier 2022. Le rapport fait état de 5 remarques, lesquelles n'ont pas été prises en compte à ce jour par la SARL. L'exploitant prend les mesures adéquates pour lever les remarques du rapport de contrôle des installations électriques. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

